

Afrique — Une croissance économique solide pour une réduction efficace de la pauvreté

Avec la poursuite, en 2011, d'une forte croissance économique, l'Afrique affiche aujourd'hui le deuxième taux de croissance après l'Asie. La cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) se tiendra à Yokohama, en juin 2013. Cette conférence sera l'occasion d'aborder un certain nombre de thèmes nouveaux, tels que le renforcement du rôle du secteur privé pour le développement de l'Afrique, la collaboration entre le secteur privé et le secteur public (APD), et le renforcement des partenariats avec les pays émergents.

Stratégies d'aide clés — Continuer à dynamiser l'Afrique

■ Progrès et obstacles au développement de l'Afrique

En 2011, le taux de croissance du PIB réel était de 5,3 % en moyenne en Afrique subsaharienne (estimation)*¹ et les prévisions situent la croissance pour 2012 entre 5,5 %*² et 5,8 %*³. De plus, les investissements directs à l'étranger dans la région étaient supérieurs à ceux pour l'Inde en 2010*⁴. En particulier, on a constaté une augmentation rapide des investissements et de l'aide pour l'Afrique émanant de la Chine, l'Inde, du Brésil et d'autres pays émergents. Dans l'ensemble, la région fait l'objet d'une attention soutenue à l'échelle mondiale.

Quatre pays africains, l'Éthiopie, le Ghana, le Malawi et le Cap-Vert devraient parvenir à réaliser les OMD d'ici 2015*⁵. Ces pays ont effectué des progrès significatifs en matière d'amélioration des taux de mortalité maternelle et infantile et d'arrêt de la propagation du VIH/sida et du paludisme.

Cependant, environ la moitié de la population africaine vit avec moins de 1,25 USD par jour. Par ailleurs, la Corne de l'Afrique, située à l'est du continent, doit faire face à la pire sécheresse depuis 60 ans. Environ 12,4 millions de personnes à Djibouti, en Éthiopie,

au Kenya et en Somalie ont besoin d'aide. Le problème central de l'Afrique est de parvenir à tirer profit de sa forte croissance économique pour dépasser ces faiblesses, réduire la pauvreté et créer des emplois.

■ Regarder vers l'avenir avec la TICAD V

La JICA déploie une aide pour le développement économique et social de l'Afrique basée sur le plan d'action de Yokohama, adopté lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV). Le plan se divise en quatre objectifs principaux : stimuler la croissance économique, réaliser les OMD, lutter contre les problèmes environnementaux et de changement climatique, et consolider la paix.

La TICAD V, qui aura lieu en juin 2013, sera organisée par le gouvernement du Japon, les Nations unies, la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine. Les gouvernements des pays

*1 Groupe Banque mondiale, Fiche régionale : Afrique 2012

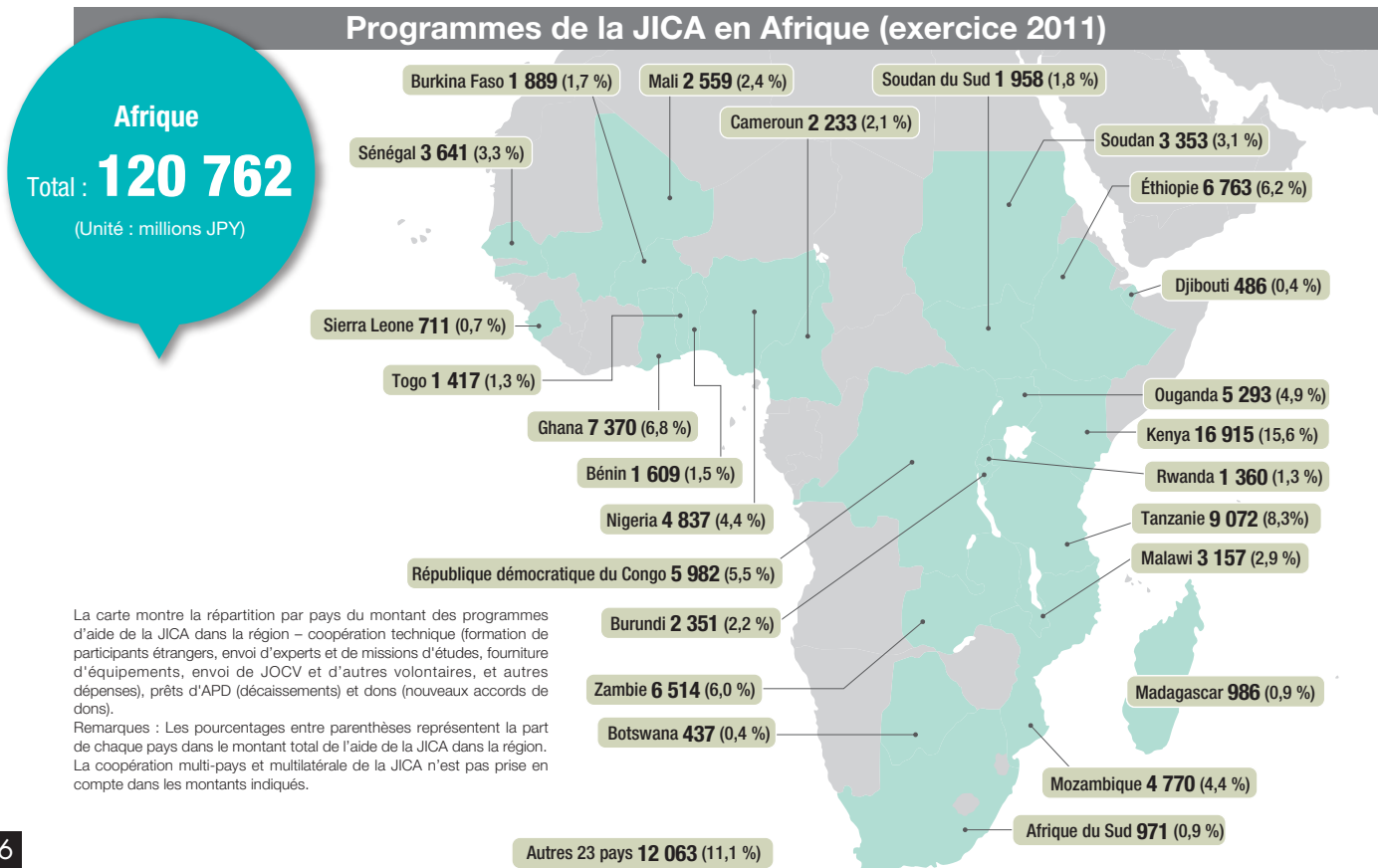
*2 Groupe Banque mondiale, Fiche régionale : Afrique 2012

*3 FMI, Perspectives de l'économie mondiale, septembre 2011

*4 Groupe Banque mondiale, Fiche régionale : Afrique 2012

*5 Groupe Banque mondiale, Fiche régionale : Afrique 2012

Programmes de la JICA en Afrique (exercice 2011)





Étude de cas

Aide à la Corne de l'Afrique confrontée à la sécheresse

Aide au renforcement de la résilience de la région à la sécheresse

En 2011, la Corne de l'Afrique (la Somalie, le Kenya, l'Éthiopie et d'autres pays) a souffert de la plus grave sécheresse depuis 60 ans. Selon les Nations unies, plus de 13 millions d'habitants de la région ont eu besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Aujourd'hui encore, la sécheresse continue d'avoir un impact profond sur la vie d'un grand nombre de personnes.

La JICA a fourni une aide d'urgence ainsi qu'une aide pour le renforcement des capacités des communautés à faire face à ce fléau, au Kenya et en Éthiopie.

La Corne de l'Afrique souffre de sécheresses chroniques et reçoit une aide humanitaire depuis plus de 30 ans, en partie à cause des effets du changement climatique. Au cours de la sécheresse actuelle, l'aide humanitaire, sous forme de matériel d'urgence, a été utile jusqu'à un certain point. Mais cette crise a une fois encore montré que l'aide humanitaire à court terme seule est insuffisante pour répondre aux problèmes sous-jacents associés aux sécheresses, qui devraient continuer de se produire fréquemment dans la région.

La JICA estime qu'il est important de renforcer la résilience des habitants aux sécheresses en se basant sur un cadre de développement à moyen et long terme. Des activités à grande échelle sont actuellement entreprises dans cette optique au Kenya et en Éthiopie.

En outre, la JICA a repris la fourniture d'aide en Somalie, pour la première fois en 20 ans, suite à la gravité de la crise provoquée par la sécheresse qui menaçait de famine près de 250 000 personnes.

Kenya

La JICA mène des actions à moyen et long terme dans la région aride du nord du Kenya pour venir en aide aux éleveurs. Un projet vise notamment à faciliter la gestion durable des ressources naturelles comme l'herbe et l'eau, et à diversifier les sources de revenus^{*1}. L'objectif est d'utiliser ces mesures pour rendre ces personnes plus résilientes à la sécheresse et de

les affranchir de l'aide humanitaire pour en faire des acteurs de l'économie. Dans les régions semi-arides du Kenya, principalement dans les parties centrales et méridionales, la JICA prévoit de mettre en œuvre un projet^{*2} visant à encourager l'utilisation de petits systèmes d'irrigation afin de garantir un approvisionnement fiable en eau agricole.

Pour la communauté hôte des camps de réfugiés de Dadaab, en Somalie, la JICA a largement étendu ses activités dans le cadre d'un projet de coopération technique en cours^{*3}. Des camions-citernes et des réservoirs d'eau ont notamment été fournis à la communauté.

Éthiopie

Les sécheresses sont très fréquentes en Éthiopie. La JICA a démarré des projets dans les domaines de l'eau et de l'agriculture^{*4}. Dans le secteur de l'eau, un projet prévoit l'établissement d'une carte pour situer les sources d'eau et la formulation d'un schéma directeur pour l'approvisionnement en eau. L'objectif est d'établir un système d'approvisionnement en eau pour les régions arides, notamment pour les camps de réfugiés et les communautés voisines. Dans le secteur de l'agriculture, la JICA met en œuvre divers projets pour renforcer la résilience face aux conditions météorologiques instables. Un projet vise à aider les anciens éleveurs nomades à accroître la productivité agricole en établissant des installations d'irrigation. Un autre a pour but d'améliorer les compétences des agriculteurs pour l'élevage du bétail, et d'établir des marchés de bétail. Il existe également un projet d'assurance sur les conditions météorologiques qui permettra de garantir un niveau de revenu minimum aux agriculteurs, même pour les plus petites récoltes. Ces projets ont pour ambition de renforcer la résilience des résidents dans une perspective de moyen à long terme.



Le camp de réfugiés de Kebri Beyah, en Éthiopie, ne dispose pas d'un approvisionnement adapté en eau.

Somalie

Pour venir en aide à la Somalie, qui a été sévèrement touchée par la sécheresse actuelle, la JICA a mené pour la première fois en 20 ans une formation pour les pays tiers au Kenya et dans d'autres pays voisins afin d'améliorer la capacité des responsables gouvernementaux dans les domaines de la santé et des infrastructures routières.

Par ailleurs, Mogadiscio, la capitale du gouvernement fédéral de transition de l'époque, accueille un grand nombre de réfugiés fuyant la sécheresse et la guerre civile affectant d'autres régions du pays. Cela a également entraîné une hausse de la population souffrant de maladies infectieuses provoquées par l'eau contaminée. En collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la JICA a mené une étude visant à déterminer les conditions d'approvisionnement en eau et d'hygiène dans les camps pour les personnes déplacées internes (PDI) près de Mogadiscio. La JICA entend continuer à déployer une aide pour la Somalie en identifiant les besoins du pays.

Collaboration avec les partenaires de développement

Ces mesures de lutte contre la sécheresse en Afrique ont conduit à un accord fixé par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour des programmes complets couvrant toute la Corne de l'Afrique. La JICA respectera le cadre de l'aide centrée sur l'IGAD afin de travailler avec la Banque mondiale, les agences de développement international du Royaume-Uni et des États-Unis, et d'autres organisations qui viennent en aide aux victimes de sécheresses, en vue de contribuer au renforcement de la résilience dans la région.

*1 Projet de renforcement de la résilience des communautés contre la sécheresse au nord du Kenya

*2 Projet de développement et de gestion d'une irrigation durable dans les petites exploitations des terres semi-arides (SIDEMAN-SAL)

*3 Projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'hygiène dans les communautés d'accueil des camps de réfugiés de Dadaab

*4 Projet de renforcement de la résilience dans les zones rurales et plan de développement de l'approvisionnement en eau dans la vallée de Jarar et dans le sous-bassin du Chébéli, et projet d'approvisionnement en eau d'urgence.



Installation d'approvisionnement en eau à Gode, dans la région Somali d'Éthiopie.

africains, les organisations et les agences internationales, les entreprises du secteur privé, les pays émergents et les pays asiatiques, les ONG ainsi que de nombreux autres participants discuteront du nouveau plan d'action pour 2013 et au-delà.

L'environnement des activités de développement en Afrique connaît des changements significatifs avec le rôle croissant du secteur privé et des pays émergents. L'Afrique ne doit plus être simplement considérée comme une région qui a besoin d'être aidée, comme par le passé. Les pays africains et le Japon doivent établir des partenariats mutuellement bénéfiques, d'égal à égal, afin de faire face aux problèmes communs. Les mesures spécifiques qui vont dans ce sens seront débattues lors de la TICAD V.

Enjeux et actions prioritaires

1. Accélération de la croissance économique en Afrique

(1) Construction d'infrastructures pour soutenir la croissance économique

De nombreux pays africains sont privés de littoral. Par conséquent, la construction d'une infrastructure de transport international est vitale pour la promotion du commerce, l'augmentation de l'activité économique et la réduction de la pauvreté.

Le volume du trafic en Afrique a fortement progressé ces dernières années avec l'accroissement des échanges et d'autres facteurs. Cependant, les infrastructures de transport ne sont pas suffisantes pour absorber ce volume. Cela se traduit par des embouteillages chroniques. En outre, les différentes procédures douanières des pays posent un autre obstacle à la fluidité des flux de marchandises.

Afin de permettre une circulation efficace des marchandises dans les régions frontalières, la JICA fournit non seulement une aide pour les infrastructures physiques comme les routes, mais introduit également un système de poste frontière à guichet unique (PFGU), grâce auquel les pays voisins partagent et appliquent des procédures communes simplifiées de passage des frontières. Cette aide a notamment été déployée à Rusumo, à la frontière entre la Tanzanie et le Rwanda, un corridor économique clé en Afrique de

l'Est. La route qui traverse cette région a été modernisée et un système PFGU a été établi.

Des plans prévoient la mise en place de systèmes PFGU dans toute l'Afrique. Mais l'utilisation de ce système requiert une coordination dans de nombreux domaines. La JICA a mis à profit son expérience sur cette question pour élaborer un manuel de référence sur le PFGU, OSBP Source Book, qui établit la liste des étapes nécessaires pour mettre en œuvre le système. Ce manuel est utilisé non seulement dans les zones qui reçoivent l'aide de la JICA, mais également dans d'autres pays et par d'autres organismes d'aide. L'objectif est de contribuer à l'application efficace du système PFGU dans toutes les régions d'Afrique.

Dans de nombreux pays africains, l'amélioration et la construction de réseaux routiers ne sont pas assez rapides. Cela engendre un certain nombre de problèmes, notamment l'incapacité de transporter rapidement les marchandises agricoles des lieux de production vers les marchés. Par conséquent, l'inadaptation des routes a également un effet sur la sécurité alimentaire. La JICA conduit des projets pour l'amélioration et la réhabilitation des routes afin de garantir la bonne circulation des marchandises agricoles et d'autres biens, et elle contribue ainsi à la revitalisation et au développement des industries.

(2) Promotion du commerce et des investissements

Les investissements directs à l'étranger à destination de l'Afrique ont rapidement progressé, de 10 à 55 milliards USD entre 2000 et 2010. Ces investissements ont permis de créer des emplois et de nombreuses opportunités de croissance économique.

Il n'en reste pas moins que de nombreux problèmes subsistent. Par exemple, beaucoup de pays africains ont encore des politiques et des systèmes inadaptés au développement du secteur privé et à la promotion du commerce et des investissements. Par ailleurs, la plupart des entreprises du secteur privé sont des PME, voire des micro-entreprises. Cette situation pose plusieurs problèmes, notamment la nécessité de rendre les entreprises plus compétitives en matière de technologie et de capacité à développer des produits.

La JICA apporte une aide dans trois secteurs : (1) l'amélioration du climat des investissements et le soutien aux entreprises

japonaises ; (2) le soutien au secteur privé au niveau local ; et (3) l'augmentation des exportations de produits fabriqués en Afrique.

En Éthiopie, la JICA met en œuvre le projet de renforcement des capacités pour la diffusion de l'amélioration de la qualité et de la productivité (KAIZEN). Ce projet intègre une approche ascendante utilisée par les fabricants japonais. Le projet vise à renforcer la compétitivité internationale des entreprises en mettant à niveau les compétences de fabrication et en améliorant l'environnement de travail.

Au Japon, une « caravane africaine » est partie



Des camions attendent à Rusumo, au Rwanda, pour passer la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie.

d'Hiroshima pour voyager dans tout l'archipel nippon. La caravane assure la promotion du commerce et des investissements en Afrique auprès des entreprises japonaises afin de soutenir la croissance économique dans les pays en développement du continent.

(3) Assurer la sécurité alimentaire pour tous

En 2011, les Nations unies ont déclaré l'état de famine dans la Corne de l'Afrique suite à une sécheresse d'une gravité sans précédent. La JICA a envoyé du matériel d'urgence. En outre, pour faire face à la crise alimentaire provoquée par un état constant de sécheresse, la JICA a commencé le déploiement d'une aide pour



Le programme des 5S a été introduit dans cette usine éthiopienne participant au projet KAIZEN.

améliorer l'accès à l'eau et renforcer la résilience des agriculteurs et des éleveurs de bétail de la région [voir l'étude de cas, page 47].

Dans toutes les régions d'Afrique, la demande alimentaire excède la production, et les importations de nourriture du continent sont à peu près équivalentes à celles du Japon. La JICA apporte une aide pour augmenter la productivité rizicole dans le cadre de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), une initiative qui vise à doubler la production de riz en Afrique subsaharienne au cours d'une période de 10 ans qui se termine en 2018. Jusqu'à présent, la production de riz dans les 23 pays recevant l'aide de la CARD a augmenté de 30 %. Au cours de la quatrième conférence de la CARD, organisée en novembre 2011, les participants ont discuté des améliorations de la productivité, de l'accès aux marchés, et de la participation du secteur privé. Ces activités contribueront au renforcement des futurs programmes de la CARD.

Par exemple, pour augmenter la productivité agricole et le revenu des agriculteurs au Mozambique, le programme de développement agricole de la savane tropicale (ProSAVANA) a été initié. La recherche et le développement, l'amélioration des infrastructures et d'autres activités entreprises dans le cadre de ce programme devraient attirer les entreprises du secteur privé au Mozambique à l'avenir.

Étude de cas

Kenya Projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'hygiène dans les communautés d'accueil des camps de réfugiés de Dadaab

Les camps de réfugiés de Dadaab, qui abritent 450 000 réfugiés de Somalie, sont situés dans la province nord-orientale du Kenya, à la frontière de la Somalie. C'est une région semi-aride où les précipitations annuelles sont inférieures à 300 mm et où les ressources sont limitées, notamment l'eau et l'herbe pour le pâturage. De nombreux rapports indiquent que le Kenya a souffert plus que tout autre pays de la sécheresse qui a frappé la Corne de l'Afrique lors de l'été 2011.

Accueillir un camp de réfugiés à long terme dont le nombre de résidents ne cesse d'augmenter représente un énorme fardeau pour les communautés locales qui doivent elles-mêmes vivre dans un environnement difficile. Les réfugiés reçoivent de l'eau, des services de santé et d'hygiène, une éducation et d'autres types d'aide. En comparaison, les communautés locales doivent s'en sortir avec des moyens de subsistance de plus en plus limités. En réponse à cette situation, la JICA a décidé d'offrir une aide pour l'approvisionnement en eau des communautés locales situées près des camps de réfugiés de Dadaab.

Le projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'hygiène dans les communautés d'accueil des camps de réfugiés de Dadaab a commencé en novembre 2010. Au départ, le projet couvrait quatre districts de la province nord-orientale dans un rayon de 100 km autour des camps. Les premières activités ont consisté à forer 11 puits profonds et à construire deux bassins. Puis, en réponse à une demande d'aide pour lutter contre la sécheresse, la JICA a étendu le projet à l'ensemble de la province (soit 21 districts) dans le cadre d'une mesure

d'urgence. En mars 2012, la JICA avait envoyé 16 camions d'approvisionnement en eau et 450 réservoirs supplémentaires, ainsi que d'autre matériel. Parallèlement à l'extension de l'aide, le Comité des services d'eau du Nord, l'agence de contrepartie pour ce projet, a contacté les personnes responsables de la gestion de l'approvisionnement en eau de chaque district pour expliquer rapidement la nature et le volume de l'aide.



Des bureaux donnés par la JICA dans un camp de réfugiés de Dadaab.

Les écoles servent de base régionale pour la lutte contre la sécheresse. En plus de l'approvisionnement en eau, les écoles fournissent des repas aux enfants et distribuent de la nourriture aux habitants des environs, entre autres fonctions. C'est pourquoi la JICA a donné des bureaux, des lits pour les dortoirs et d'autres matériels à 13 écoles des communautés hôtes. Ces activités ont stimulé l'intérêt des habitants pour l'éducation scolaire. Plusieurs rapports attestent d'une augmentation des inscriptions dans les écoles. Des bénéfices majeurs sont attendus pour cette région dont le taux de scolarisation est faible.



L'un des camions-citernes fournis par la JICA.

2. Atteindre les OMD, une condition préalable à la croissance

(1) Éducation pour la promotion de la croissance économique

L'enseignement primaire est la première étape pour réaliser pleinement le potentiel de chacun et poser ainsi les bases du développement. La JICA met en œuvre le projet École pour tous en Afrique de l'Ouest, où le taux de scolarisation est extrêmement faible. En contribuant à la gestion des écoles avec la participation de la population locale, ce projet améliore la gestion scolaire et le taux de scolarisation. Ces dernières années, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a connu une amélioration en Afrique subsaharienne. La JICA repousse encore les limites du projet École pour tous, avec l'ambition de fournir un enseignement de haute qualité.

De plus, l'amélioration de l'enseignement des mathématiques et des sciences est primordiale au regard de la contribution potentielle des futurs ingénieurs à la croissance économique. La JICA réalise des programmes de formation sur l'enseignement des sciences à l'intention de professeurs dans de nombreux pays. Les activités de la JICA comprennent également l'envoi de volontaires JOCV qui participent à ces programmes de formation. Par ailleurs, le Kenya a joué un rôle pivot dans l'établissement d'un réseau régional pour le renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans les pays africains. En 2011, la JICA a redoublé d'efforts, notamment en développant les activités du Centre pour l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie en Afrique.

(2) Amélioration des services sanitaires et médicaux pour soutenir la santé publique

La gestion et la préservation de la santé sont fondamentales pour le développement d'un pays. Mais il existe un nombre colossal de problèmes en Afrique, tels que les épidémies de maladies infectieuses ou le manque de services sanitaires et médicaux adaptés.

La JICA met en œuvre le programme d'amélioration des services hospitaliers visant à offrir des services de meilleure qualité dans les hôpitaux africains. À cette fin, le programme utilise les méthodes *KAIZEN* et de gestion totale de la qualité. Par exemple au Mali, dans la perspective de fournir des services médicaux sûrs et adaptés, le programme est mis en œuvre de manière très poussée à travers des activités consistant notamment à garder les installations médicales bien rangées et propres et à organiser le tri des déchets.



Formation sur l'enseignement des mathématiques et des sciences pour les professeurs en Afrique subsaharienne (Kenya)

3. Consolidation de la paix et bonne gouvernance

Ces dernières années, des conflits qui sévissaient depuis longtemps ont pris fin dans de nombreux pays africains. Par conséquent, ces pays avancent pas à pas vers la consolidation de la paix. La consolidation de la paix nécessitera la formation d'une société dans laquelle tous les habitants d'un pays ont le sentiment de pouvoir vivre en paix et en sécurité.

La JICA utilise l'aide au développement de diverses manières pour soutenir la consolidation de la paix. Elle contribue notamment

à retirer les mines antipersonnelles en Angola afin d'assurer la sécurité des habitants. Par ailleurs, la JICA a rouvert son bureau en Côte d'Ivoire, où la situation se stabilise, en vue de reprendre ses activités.

Le Soudan du Sud est devenu un État indépendant en juillet 2011. Immédiatement après l'accord de paix de 2005, la JICA a commencé à apporter une aide pour le développement du nord et du sud du Soudan. Afin de permettre au plus grand nombre de vivre dans une société pacifique, une aide a été offerte pour les routes, les systèmes d'approvisionnement en eau, la formation professionnelle, l'éducation, la santé et dans d'autres domaines. Par ailleurs, les programmes d'aide ont été mis en œuvre non seulement dans la capitale, mais également dans les zones rurales qui ont souffert des dommages causés par les conflits de longue durée.

4. Mesures de lutte contre le changement climatique et de réduction des catastrophes pour un développement durable

L'Afrique est très vulnérable aux sécheresses, aux inondations et aux autres effets du changement climatique, il est donc urgent de mettre en place des mesures de lutte contre ce phénomène. Par exemple, le Kenya déplore en moyenne 5 000 victimes d'inondations chaque année. La JICA a commencé à offrir une aide pour diffuser les activités de réduction des catastrophes basées sur les communautés.

Le Japon dispose d'un vaste savoir-faire en matière de gestion des catastrophes dû aux séismes fréquents subis par le pays, notamment le grand séisme de Kobe en 1995 et le terrible séisme qui a frappé l'est du Japon en mars 2011. Pour transmettre ce savoir-faire, la JICA a invité des responsables gouvernementaux de nombreux pays africains, chargés d'activités de réponse aux catastrophes, à participer à un séminaire de gestion des catastrophes en Afrique. Le séminaire a confirmé que le Japon et l'Afrique partageaient de nombreux problèmes concernant les catastrophes, même si le type de catastrophe diffère.

L'Afrique possède l'une des plus grandes régions forestières de la planète. Le bassin versant du fleuve Congo, en Afrique Centrale, abrite la deuxième forêt tropicale du monde. La région nécessite une gestion et une protection appropriées en matière de ressources forestières et de préservation de la biodiversité. Lors de l'exercice 2011, la JICA a commencé à envoyer des spécialistes à la Commission des forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC). L'objectif est de coordonner les politiques sur la forêt et l'environnement en se basant sur la collecte d'informations sur les forêts et en collaborant avec les agences d'aide d'autres pays.

5. Promotion de la coopération Sud-Sud

Le processus de la TICAD remplit pleinement son rôle de « forum visant à faciliter le partage des expériences de développement asiatiques avec l'Afrique ». La coopération Sud-Sud est un élément clé de ce processus. La coopération entre l'Asie et l'Afrique devrait permettre la fourniture d'une aide efficace en Afrique. Cette coopération utilise les technologies, les ressources humaines et les bonnes pratiques accumulées en Asie au cours des nombreuses années où la JICA y a déployé une aide. Le Japon et l'Inde ont démarré un programme de formation conjoint sur le renforcement des capacités des ingénieurs et des travailleurs africains pour la construction et la maintenance de routes. Le programme exploite les forces respectives du Japon et de l'Inde, notamment en faisant appel à des instructeurs japonais sur les sujets où l'Inde dispose d'une expertise limitée.

La coopération Sud-Sud, ou coopération régionale, a été bien utilisée sur le continent africain. La JICA entend mettre à niveau ses programmes de formation menés dans les pays africains tels que le Kenya, le Sénégal et l'Égypte. Le Centre de formation professionnelle et technique Sénégal-Japon (CFPT) fournit des cours de formation technique pour les ingénieurs afin d'améliorer leurs compétences professionnelles en accueillant des étudiants issus de plus de 10 pays d'Afrique francophones [voir l'étude de cas].

Étude de cas

Projet de formation professionnelle et technique au Sénégal et en République démocratique du Congo

Le Centre de formation professionnelle et technique (CFPT) Sénégal-Japon participe à l'éducation des instructeurs en République démocratique du Congo

Le Centre de formation professionnelle et technique (CFPT) a été établi en 1984 avec l'aide du Japon. Avec le soutien de la JICA, le CFPT a formé des ingénieurs au Sénégal et a servi de cadre à des formations pour les pays tiers destinées à nombreux stagiaires d'Afrique francophone.

En République démocratique du Congo, qui commence des activités de reconstruction suite à une période de conflit, la formation pour les pays tiers est assurée en coopération avec le CFPT. Cette formation s'inscrit dans les activités de la JICA visant à renforcer les capacités des instructeurs de l'Institut national de préparation professionnelle (INPP).

La JICA a déployé une aide pour l'INPP afin de former des ingénieurs dans les domaines de l'électricité et de l'électronique, de la mécanique automobile, de la réfrigération, et dans d'autres domaines depuis les années 1980. Cependant, la coopération s'est arrêtée en 1991 à cause de troubles croissants en République démocratique du Congo. Grâce aux progrès accomplis dans l'établissement de la paix à partir des années 2000, la JICA a démarré en 2010 un programme

de formation professionnelle pour le développement des ressources humaines afin de contribuer au développement industriel.

Le projet de coopération technique pour le renforcement des capacités des instructeurs à l'INPP de Kinshasa est une composante de ce programme. L'objectif de ce projet est de mettre à niveau et d'améliorer les compétences de formation en renforçant les méthodes d'instruction pour les technologies de base et les

technologies spécialisées (mécanique automobile, réfrigération et climatisation). Ces activités comprennent des sessions de formation en République démocratique du Congo et au Japon, ainsi qu'une coopération mutuelle avec le CFPT qui sert de cadre à des formations pour les pays tiers et envoi des spécialistes à l'INPP.

La coopération avec le Sénégal, qui en tant que pays francophone présente des similarités économiques et culturelles avec la République démocratique du Congo, facilite le transfert efficace des technologies. De plus, la coopération mutuelle entre les pays africains est prometteuse car elle ouvre la voie à de nouveaux modes d'interaction internationale.

Jusqu'à présent, le CFPT a formé près de 2 300 ingénieurs de niveau intermédiaire et avancé dans les domaines de l'électronique, de l'électricité, de la mécatronique, de la maintenance automobile, du traitement de l'information, et de l'automatisation. Environ 15 % de ces étudiants venaient de pays autres que le Sénégal. Ousseynou Gueye, directeur du CFPT depuis 1992, a reçu du Japon l'Ordre du Soleil Levant, Rayons d'Or et d'Argent, au printemps 2011.



Un instructeur explique le fonctionnement d'une machine d'usinage à des étudiants du CFPT à Dakar, au Sénégal.